quitter toutes. Nous nous enlisons de plus en plus chaque jour. C'est ça le problème.

• (1635)

La première démarche à faire pour régler un problème, c'est d'examiner les choses telles qu'elles sont, et non comme on souhaiterait qu'elles soient. On est exagérément optimiste lorsqu'on affirme que les Nations Unies classent le Canada au 3^e rang parmi les autres pays. Pourquoi n'est-il pas au 2^e ou au 1^{er} rang? Nous empruntons sur notre avenir. Quel optimisme excessif! Nous nous enfonçons désespérément. Nos enfants et nos petits-enfants devront payer les dettes que notre génération et la précédente auront accumulées. Et ces gens disent que tout va bien dans le monde. C'est insensé.

Permettez-moi de lire un extrait du *Wall Street Journal* au sujet de notre pays, celui qui est en tête dans le monde. Je cite ici les propos que M. Alan Reynolds y a tenus le vendredi 14 octobre:

La chute du dollar canadien, de 20 p. 100 depuis 1991, est largement attribuable au climat fiscal non concurrentiel qui règne pour la main-d'oeuvre et les capitaux. Les investisseurs mondiaux n'aiment pas investir dans des pays où les taux d'impôt augmentent.

L'article continue ainsi:

Étant donné la faiblesse de leur dollar, les Canadiens et le gouvernement fédéral ont un pouvoir d'achat moindre dans le monde. Lorsque le dollar canadien chute, le gouvernement a besoin de plus d'argent pour effectuer les versements d'intérêt consécutifs à son énorme dette extérieure. Après 1989, l'augmentation des taux d'imposition a donc pesé lourd sur la composante dépenses du budget du gouvernement, en engloutissant beaucoup d'argent, en majorant les taux d'intérêt et en réduisant les recettes réelles.

Or, ce n'est pas le parti d'en face qui parle ainsi. C'est un économiste de renommée mondiale, respecté, de l'Institut Hudson.

C'est le genre d'observations, le genre d'articles qui affectent notre taux d'intérêt à l'égard des 30 p. 100 de la dette que nous avons contractée auprès de pays étrangers. Chaque fois que nous effectuons des paiements d'intérêt au titre de notre dette extérieure, nous donnons du travail à des Allemands, à des Japonais et à des Américains.

Pourquoi, selon vous, nos taux d'intérêt sont-ils de cinq points supérieurs aux taux d'intérêt pratiqués aux États-Unis? Pourquoi, selon vous, notre taux de chômage est-il de 3 à 4 p. 100 supérieur au taux de chômage qu'on enregistre aux États-Unis, alors que nos économies ont évolué en parallèle pendant 40 ans? Est-ce parce qu'il y a de si grands experts pour diriger notre économie, d'abord chez les libéraux, puis chez les conservateurs et de nouveau chez les libéraux?

En 1984, les conservateurs ont été élus avec le mandat d'assainir nos finances. Ils n'ont rien fait en ce sens. Bien au contraire, ça été la catastrophe. Il y a deux conservateurs à la Chambre aujourd'hui. Comptez-les bien. Les libéraux ont maintenant la possibilité de s'attaquer au problème numéro un. S'ils ne le font pas, il en restera peut-être deux après les prochaines élections. Les Canadiens en ont par-dessus la tête de cette attitude d'enfant de choeur qui fait un tort immense au pays.

[Français]

M. Jean-Paul Marchand (Québec-Est, BQ): Madame la Présidente, je trouve que le député du Parti réformiste ne se

Les crédits

trompe pas lorsqu'il dit que le Canada se dirige vers une sorte de banqueroute nationale. Il ne se trompe pas tellement non plus lorsqu'il dit que le gouvernement manifeste également un manque de volonté à redresser l'état des finances publiques.

D'ailleurs, depuis que le Parti libéral a été élu, on constate très bien que le gouvernement n'a pas manifesté de volonté politique et que, effectivement, on se dirige vers une banqueroute de plus en plus évidente, même que les investisseurs étrangers sont extrêmement nerveux de l'état des finances du gouvernement fédéral. Voici une raison, ce n'est peut-être pas la plus importante, mais c'est certainement une raison pour laquelle le Québec voudrait déclarer la souveraineté, parce que la situation économique canadienne est vraiment hors de contrôle. Le député du Parti réformiste l'a affirmé, ce gouvernement manque de volonté.

Quand des députés du Parti libéral se lèvent en Chambre pour dire que le Canada est le meilleur pays au monde, on peut l'accepter, on peut le reconnaître, mais quand on voit venir cette banqueroute financière à l'horizon, ce ne sera pas nécessairement le plus beau pays très longtemps. C'est comme le capitaine du *Titanic*, en 1912, qui disait qu'il s'agissait du plus beau bateau au monde, «the unsinkable *Titanic*».

• (1640)

Mais le fait que le *Titanic* ait coulé ne justifie pas que le Canada ait des problèmes très graves qui sont bien connus partout au monde, et les investisseurs surtout le savent très bien. Pourtant, ce gouvernement ne manifeste pas de volonté politique, et c'est grave, ne manifeste pas de courage pour redresser ce problème, et où le bât blesse terriblement, c'est qu'il y a toute une série de mesures réalistes que le ministre ou le gouvernement pourrait entreprendre pour redresser l'économie. Ils ne prennent pas ces mesures-là. Au contraire, ils s'attardent, ils s'acharnent à vouloir éliminer cette dette sur le dos des plus démunis de la société, et ainsi, je crois, augmenter l'injustice qui est au coeur même de ce système fédéral.

[Traduction]

M. McClelland: Madame la Présidente, je crois que le député du Bloc a mis le doigt sur un point essentiel, au moment où nous nous penchons encore une fois sur la question de la préservation de l'unité nationale et du maintien du Québec au sein du Canada.

Lorsque le Bloc pose la question des avantages financiers de la fédération canadienne et se demande si le Canada est à ce point bien géré que le Québec ne puisse faire aussi bien seul, je crois que la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons donne du poids à cet argument. Je crois, comme la plupart des Canadiens, que, en cas de séparation, le Canada et le Québec verraient leur situation se détériorer considérablement. Cette possibilité fait déjà sentir des effets négatifs sur les taux d'intérêt.

La présidente suppléante (Mme Maheu): En conformité de l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qui seront soulevées ce soir à l'heure de l'ajournement: le député de Saint-John-La-Transcanadienne; le député de Mercier—La formation de la main-d'oeuvre.